

**Accord professionnel**

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE SANTÉ  
DES SALARIÉS NON CADRES  
(Landes)**

**(15 octobre 2009)**

(Etendu par arrêté du 27 mai 2010,  
*Journal officiel* du 4 juin 2010)

**AVENANT N° 3 DU 19 MAI 2014**

NOR : AGRS1497258M

Entre :

La FDSEA des Landes ;

La fédération des syndicats agricoles CGA-MODEF des Landes ;

La FDCUMA des Landes ;

Le syndicat des entrepreneurs des territoires des Landes,

D'une part, et

La FNAF CGT, section agriculture ;

Le SGA CFDT des Landes ;

La FGTA FO, section agriculture ;

La CFTC-Agri,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Lors de la négociation ayant abouti à l'avenant n° 2 du 3 décembre 2013, les partenaires sociaux signataires avaient convenu d'augmenter le montant des cotisations santé.

Postérieurement à la signature de cet avenant et à son extension, les signataires ont constaté, par suite d'une erreur matérielle, que la cotisation globale « famille » (isolé + famille) inscrite dans l'avenant (2,761 % du PMSS) n'inclut pas le tarif « isolé » de 1,43 % du PMSS, le total devant être de 4,191 % du PMSS.

Le présent avenant a pour objet de rectifier cette erreur matérielle.

## Article 1<sup>er</sup>

### *Cotisations*

Les dispositions de l'article 8 « Cotisations » sont remplacées par les dispositions suivantes :

#### « Garanties obligatoires

Le présent régime couvre à titre obligatoire le salarié seul.

Le taux global de la cotisation mensuelle du présent régime “complémentaire frais de santé”, couvrant le seul salarié à titre obligatoire, est exprimé en pourcentage du plafond mensuel de la sécurité sociale (PMSS) et est égal à 1,43 % du PMSS.

La cotisation obligatoire ainsi prévue est répartie à raison de :

- 15 % à la charge de l'employeur ;
- 85 % à la charge du salarié.

Néanmoins, l'employeur peut décider dans son entreprise d'une meilleure prise en charge sur la part du salarié.

#### Extension famille facultative (conjoint et enfants à charge)

Les salariés ayant l'ancienneté requise ont la possibilité d'étendre la couverture prévue dans le cadre du présent régime obligatoire à leur famille (ayants droit : conjoint et enfants à charge), à titre individuel et facultatif.

La cotisation résultant de cette garantie facultative, à la seule charge du salarié, est exprimée en pourcentage du plafond mensuel de la sécurité sociale. Elle est égale à 2,336 % du PMSS (hors cotisation du salarié).

#### Dérogation

Les entreprises entrant dans le champ d'application du présent accord peuvent également choisir d'étendre à titre obligatoire et collectif la couverture des salariés à leurs ayants droit. Dans ce cas, l'une des deux structures tarifaires suivantes pourra être choisie.

Le tarif uniforme :

La cotisation couvre le salarié et l'ensemble de ses ayants droit. Elle est égale à 3,319 % du PMSS.

Le tarif isolé/famille (obligatoire) :

La cotisation isolé couvre obligatoirement le salarié sans ayants droit au sens du présent accord. Elle est égale à 1,430 % du PMSS.

La cotisation famille couvre obligatoirement le salarié et l'ensemble de sa famille dès lors qu'il a au moins un ayant droit au sens du présent accord. Elle est égale à 4,191 % du PMSS.

Concernant la cotisation uniforme et la cotisation famille, la répartition employeur/salarié (au minimum 15 % de la cotisation isolé à la charge de l'employeur) devra figurer dans l'acte fondateur (accord collectif, décision unilatérale de l'employeur...) rédigé au niveau de chaque entreprise.

Pour information : le PMSS en 2014 est égal à 3 129 €.

#### Collecte des cotisations

La collecte des cotisations du régime obligatoire est confiée par l'organisme désigné à la caisse de MSA compétente sur le territoire des Landes selon les termes d'une convention de gestion conclue entre eux.

## Suspension du contrat de travail

a) Suspension du contrat de travail pour un motif non lié à la maladie, l'accident ou la maternité

En cas de suspension du contrat de travail pour un des cas de congés prévus par les dispositions légales, ne donnant pas lieu à maintien en tout ou partie de salaire par l'employeur, le salarié bénéficie des garanties complémentaires frais de santé pendant les 3 premiers mois civils suivant la suspension du contrat, sans versement de cotisation.

Après cette période, et tant que dure la suspension du contrat de travail, le salarié peut demander à l'organisme assureur de continuer à bénéficier de la garantie complémentaire santé à titre individuel, en s'acquittant de la totalité de la cotisation.

L'employeur doit informer l'organisme assureur ou son délégataire dès le début de la suspension du contrat de travail, en précisant sa durée.

b) Suspension du contrat de travail pour maladie, accident (toutes origines) ou maternité donnant lieu à paiement d'indemnités journalières ou maintien de salaire par l'employeur

En cas d'arrêt de travail pour maladie, accident ou maternité indemnisé par le régime de base de sécurité sociale et intervenant après la date d'affiliation au régime, les garanties prévues par le présent accord sont maintenues sans versement de cotisation, pour tout mois civil complet d'absence. Si l'absence est inférieure à un mois civil complet, la cotisation est due intégralement (part patronale et part salariale).

## Mutualisation

Le régime des assurés à titre volontaire obligatoire est mutualisé dans un compte distinct des autres régimes. »

### **Article 2**

#### *Date d'effet*

Le présent avenant prendra effet le lendemain de sa signature par les partenaires sociaux.

### **Article 3**

#### *Dépôt et extension*

Les partenaires sociaux demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Mont-de-Marsan, le 19 mai 2014.

(Suivent les signatures.)